

 RÉPUBLIQUE FRANÇAISE <i>Liberté Égalité Fraternité</i> CNIG Conseil national de l'information géolocalisée GT assurance	
COMPTE-RENDU DE REUNION	
Objet : Réunion du groupe de travail assurance du 19 juin 2026	

Ordre du jour :

- Avancement de la Base Adresse Nationale (Jean-Luc Acquitter, BAN)
- Données spatiales et assurance (Véronique De La Casa, CNES)

Liste des participants

Cf annexe

Relecture du compte-rendu	Les participants	2 juillet 2026 et 27 juillet 2027
Validation du compte-rendu	Benoît Morando	1 septembre 2026
Prochain rendez-vous : vendredi 23 octobre de 14h30 à 16h30		

Avancement de la Base Adresse Nationale

Jean-Luc Acquitter présente l'organisation du programme BAN, qui repose sur une articulation entre deux équipes : une équipe en charge de la base nationale et des relations avec les utilisateurs, et l'équipe de l'ANCT en charge des bases adresses locales (BAL), produites par les communes dans le cadre de la loi 3DS.

Il précise que la gouvernance du dispositif s'appuie sur un comité stratégique (IGN, ANCT, AMF, DINUM), un comité technique et un comité de déploiement piloté par le CNIG.

Les modalités d'accès aux données sont rappelées, notamment via le portail adresse.data.gouv.fr, les API et les outils de géocodage. Il est signalé que l'ancienne API est en cours de décommissionnement au profit de la géoplateforme de l'IGN. Des évolutions récentes permettent notamment des filtrages par territoire et l'intégration de l'identifiant BAN dans les résultats.

Un point d'avancement est présenté sur la couverture territoriale. Le nombre de communes disposant d'une BAL continue d'augmenter, avec des disparités territoriales. Pour les communes non couvertes, des données d'assemblage sont mises à disposition afin d'assurer une couverture complète, avec un niveau de qualité inférieur.

Jean-Luc Acquitter détaille les évolutions du socle technique de la BAN, incluant la mise en place de nouveaux formats d'export, la diffusion de fichiers différentiels et le renforcement des contrôles qualité. Ces évolutions visent à faciliter l'intégration dans les systèmes d'information et à améliorer la fiabilité globale des données.

La mise en place des identifiants BAN (ID-BAN) constitue un point structurant. Ils permettent l'historisation des adresses, en remplacement des clés d'interopérabilité précédentes. Le déploiement est en cours, avec un objectif de couverture quasi complète à horizon fin 2026.

Le rôle des utilisateurs est souligné à travers les dispositifs d'échange existants (Adresse-Lab, rencontres utilisateurs, task forces), qui permettent de co-construire les évolutions techniques en fonction des besoins exprimés.

Un lien est établi avec le Référentiel National des Bâtiments (RNB), en insistant sur la complémentarité entre adresse et bâtiment et sur l'intérêt du rapprochement entre les deux référentiels pour certains usages.

Discussion :

François Herlent interroge sur la stabilité des géolocalisations des adresses dans le temps et sur la possibilité de disposer d'un historique. Il indique que les variations de coordonnées compliquent les rapprochements avec les données internes des assureurs.

Jean-Luc Acquitter indique que ces évolutions résultent des mises à jour réalisées par les communes. Il confirme que les identifiants BAN doivent permettre d'améliorer la traçabilité, tout en précisant que les modalités de visualisation restent à consolider.

François Herlent précise que ces évolutions ont un impact opérationnel, en mentionnant que certaines adresses connaissent des déplacements significatifs sur plusieurs années.

Nathalie Orlhac souligne que, pour les usages assurantiels, le recours aux identifiants uniques du RNB permet de stabiliser l'identification des objets en s'appuyant sur le bâtiment plutôt que sur la seule adresse.

François Herlent interroge également sur la possibilité de signaler des erreurs. Il est indiqué qu'un dispositif partiel existe, mais qu'un outil de signalement plus complet constitue un chantier à venir.

Données spatiales et assurance

Véronique De La Casa présente les apports des données spatiales pour les acteurs de l'assurance.

Elle met en avant la diversité des données disponibles (observation de la Terre, données de positionnement, altimétrie), leur couverture globale et l'augmentation rapide des volumes et des fréquences de revisite. Elle insiste sur le caractère stratégique de ces données pour les assureurs et réassureurs.

Les usages abordés concernent notamment la modélisation des risques, l'évaluation des impacts d'événements (inondations, feux de forêt, sécheresse), ainsi que le développement d'assurances paramétriques.

Plusieurs cas d'usage sont présentés, incluant le suivi des inondations, de la submersion côtière, de la sécheresse, du stress hydrique des cultures, de l'évolution du littoral ou encore des incendies.

L'écosystème d'acteurs est présenté, incluant des entreprises fournissant données et services ainsi que des initiatives de soutien portées par le CNES (accompagnement, financement, incubation).

Une attention particulière est portée aux jumeaux numériques, qui permettent de modéliser et simuler des scénarios sur les territoires. Le projet de jumeau numérique de la France et de ses territoires est mentionné, avec des partenaires institutionnels dont l'IGN, le CEREMA et l'INRIA.

L'intervention aborde également les évolutions liées à l'infrarouge thermique, présentées comme une rupture technologique permettant des analyses plus fines (température de surface, îlots de chaleur, stress hydrique).

Enfin, sont évoqués les enjeux de souveraineté, de gestion des données, de stockage et de traitement face à la croissance des volumes et à l'émergence de nouveaux acteurs.

Discussion :

François Herlent exprime un intérêt particulier pour les usages liés au retrait-gonflement des argiles. Il souhaite disposer d'exemples concrets et d'une meilleure visibilité sur les acteurs mobilisés sur ces sujets.

Il demande également la transmission de la liste des acteurs mentionnés lors de la présentation.

Véronique De La Casa propose d'organiser des échanges ciblés ou de faciliter les mises en relation avec des experts et des entreprises du secteur.

Olivier Montin indique que plusieurs startups sont déjà positionnées sur ces sujets, notamment à partir de données issues du CNES.

Sofia Benchekroun (Groupama, Climate Lab) indique être intéressée par la présentation, par les initiatives évoquées et par les événements à venir. Elle exprime un intérêt pour être associée aux démarches engagées.

Véronique De La Casa souligne l'importance de renforcer les échanges avec les assureurs afin de mieux identifier leurs besoins et orienter les développements.

Prochain GT

Il est proposé d'organiser un prochain groupe de travail avec un focus spécifique sur le retrait-gonflement des argiles et, plus largement, sur la caractérisation de la vulnérabilité des bâtiments.

Annexe : liste des participants

Prénom	Nom	Organisme
Nathalie	Orlhac	CCR
Jean-Luc	Acquitter	IGN
Sofia	Benchekroun	Groupama
Denis	Berthault	GFII
Laurent	Boissier	Geoya (prévention des risques climatiques avec comme actionnaires Generali, MAIF, Société Générale Assurances, Saretec et Sixense)
Véronique	De La Casa	CNES
Hervé	Halbout	Halbout consulting/Virtual TER
François	Herlant	MAIF
Pierre	Laulier	CNIG
Olivier	Montin	Insurangels
Benoît	Morando	CNIG
Alexandre	Nguyen	Enneville
Lucien	Poisson	AFIGEO